



Déclaration d'intention conjointe sur REDD+ dans le BASSIN du CONGO

Entre les Pays d'Afrique centrale et les Pays partenaires

7 décembre 2011



Déclaration d'intention conjointe sur REDD+ dans le BASSIN du CONGO

Entre les Pays d'Afrique centrale et les Pays partenaires

Préambule

1. *Reconnaissant* le rôle essentiel que jouent les forêts tropicales dans la lutte contre les changements climatiques et l'importance cruciale du Bassin du Congo qui est le deuxième massif forestier tropical humide au monde, avec plus de 200 millions d'hectares de forêts essentiellement intacts et riches en biodiversité, situés dans une région de plus de 120 millions d'habitants, qui dépendent en majorité de ces forêts pour leurs moyens de subsistance ;
2. *Reconnaissant* l'importance capitale de la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts pour faire face aux changements climatiques, ainsi que le rôle crucial joué par les forêts dans la fourniture des services écosystémiques de base (notamment les ressources en eau, la protection des sols et la biodiversité) et l'amélioration des conditions de vie des populations dans les pays forestiers tropicaux ;
3. *Soulignant* la nécessité d'améliorer la gouvernance forestière, de prendre en considération les problèmes fonciers en fonction des circonstances nationales et de renforcer les capacités institutionnelles à tous les niveaux afin de progresser et d'élargir le soutien à la REDD+ au fil du temps ;
4. *Reconnaissant* les efforts déployés par les pays d'Afrique centrale au cours des dernières décennies pour améliorer la gestion forestière à travers le développement et la mise en œuvre des planifications nationales et du Plan de convergence de la Commission des Forêts d'Afrique centrale (COMIFAC) ;
5. *Reconnaissant* par ailleurs les efforts fournis par la coopération, tant bilatérale que multilatérale, pour le développement, comme le Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo (PFBC), le programme ONU-REDD, le Fonds de Partenariat pour le Carbone forestier (FPCF), le Fonds pour les Forêts du Bassin du Congo (FFBC), le Fonds pour l'Environnement mondial (FEM), et le Programme d'Investissements pour les Forêts (FIP) ;
6. *Reconnaissant* nos responsabilités communes, mais différenciées et nos capacités respectives, ainsi que notre détermination commune à agir, nous sommes conscients de l'importance de dialogues politiques de haut niveau pour mettre en place la volonté politique commune nécessaire pour réussir ;
7. *Insistant sur* le rôle crucial de la REDD+ dans l'atteinte de l'objectif de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et l'effort mondial de préservation des forêts tropicales restantes de la planète et sur le fait que la REDD+ est un choix de développement à long terme qui exige de l'innovation pour atteindre une croissance économique durable ;
8. *Affirmant* notre volonté d'opérationnaliser les *Accords de Cancun* sur REDD+, nous sommes conscients que nous travaillerons dans des conditions incertaines, mais nous comprenons que les défis mondiaux résultant du changement climatique exigent courage et détermination pour agir dès à présent, même face aux incertitudes, et que nos stratégies et approches REDD+ devront évoluer au fil du temps ;

9. *Rappelant* que, selon les *Accords de Cancun*, un financement accru, nouveau et additionnel, adéquat et prévisible est accordé aux pays en développement, compte tenu des besoins urgents et immédiats des pays en développement qui sont particulièrement exposés aux effets néfastes des changements climatiques;

Les pays d'Afrique centrale et les pays partenaires inscrits ci-dessous approuvent cette Déclaration d'intention conjointe.

Objectif

10. La présente Déclaration d'intention conjointe a pour objectif de stimuler les progrès en matière de REDD+ dans le Bassin du Congo en tirant parti des institutions et des initiatives existantes pour soutenir le développement et la mise en œuvre des stratégies nationales de la REDD+. Elle vise spécifiquement à :
- i. accélérer la mise en œuvre de la REDD+ dans le Bassin du Congo dans l'objectif ultime de gérer durablement les écosystèmes forestiers en vue de stabiliser le couvert forestier et réduire les émissions de carbone en tenant compte des besoins de développement dans la région ; et
 - ii. renforcer la promotion et la mise en œuvre de la REDD+ dans le Bassin du Congo à travers une collaboration ambitieuse, pragmatique et étroite via le soutien politique et la mobilisation accrue des ressources financières et techniques.

Intentions

A. Des Pays d'Afrique centrale

11. Nous, pays d'Afrique centrale membres de la COMIFAC soutenant la présente Déclaration, nous soulignons notre volonté de faire avancer le processus de la REDD+, chacun selon ses capacités et sa situation spécifique, et reconnaissons la nécessité de renforcer les capacités et de mettre en place les institutions propices là où elles font aujourd'hui défaut. Progressivement et au rythme optimal que permet leur situation nationale, tous les pays d'Afrique centrale soutenant la présente Déclaration sont disposés à :
- i. développer des politiques, stratégies et programmes de développement durable (économie verte) qui comprennent des actions de développement « sobres » en carbone pour tous les secteurs-clés notamment les secteurs forestier, agricole, énergétique, minier et de transport;
 - ii. développer des stratégies REDD+ qui ciblent les principales causes de la déforestation et de la dégradation des forêts, notamment les stratégies qui nécessitent une coopération et une coordination au-delà des frontières nationales ;
 - iii. renforcer la gouvernance forestière au moyen, entre autres, de l'application des réglementations forestières, de la gouvernance et des échanges commerciaux (FLEGT) et en mettant l'accent sur le renforcement des capacités des institutions-clés afin de promouvoir le respect des normes internationales applicables en matière fiduciaire, sociale et environnementale ;
 - iv. établir des mécanismes pour la participation pleine et réelle des parties prenantes concernées ;





- v. poursuivre des processus d'aménagement du territoire et de zonage qui soient participatifs et intégrés ;
- vi. renforcer systématiquement les capacités pour en faire des capacités humaines et institutionnelles durables ;
- vii. établir des systèmes de suivi et de mesure, notification et vérification et pouvant faire l'objet de rapports pour la REDD+, notamment les clauses de sauvegarde telles qu'elles sont définies dans les *Accords de Cancun*; et
- viii. utiliser les mécanismes existants tels que la Base de données Volontaire de REDD+ et les Programmes Nationaux pour estimer les ressources nécessaires pour atteindre ces objectifs selon la situation propre à chaque pays.

B. Des Pays Partenaires

12. Nous, pays partenaires soutenant la présente Déclaration, nous sommes conjointement disposés à être des partenaires fiables pour les pays d'Afrique centrale participant à la REDD+, en fonction des capacités et de la situation propres à chacun, en:
- i. augmentant progressivement et faisant monter en puissance le niveau global de l'aide technique et financière disponible pour le développement et la mise en œuvre des stratégies REDD+ des pays d'Afrique centrale selon des modalités transparentes, durables, prévisibles et axées sur les résultats et compatibles avec le budget national et des processus d'appropriation ;
 - ii. travaillant tant au niveau régional que de manière approfondie avec chacun des pays d'Afrique centrale, comme il convient pour chaque partenaire, et en nous appuyant sur les relations multilatérales et bilatérales existantes ;
 - iii. fournissant un soutien qui soit effectif, efficace et de mieux en mieux coordonné, en mobilisant les avantages comparatifs de chaque pays donateur, dans un effort collectif visant à optimiser les retombées positives pour les pays d'Afrique centrale participant dans la REDD+;

C. De Tous Les Pays Approuvant Cette Déclaration

13. Nous soulignons l'importance des investissements judicieux pour établir et développer les institutions et les mécanismes qui permettront une approche axée sur les résultats. Nous soulignons également notre volonté d'utiliser une telle approche, avec l'objectif de fournir des incitations pour une performance mesurable en termes de réduction ou d'évitement des émissions de la déforestation et la dégradation des forêts.
14. Conformément à l'Annexe I des *Accords de Cancun*, nous nous efforçons d'appliquer des normes en matière fiduciaire, ainsi que des clauses de sauvegarde environnementales et sociales, et d'assurer la participation effective des parties prenantes à tous les niveaux.
15. Nous reconnaissons le rôle important que les institutions multilatérales, régionales, bilatérales et nationales, le secteur privé et les organisations de la société civile, en particulier celles représentant les peuples autochtones et les populations dépendantes des forêts du Bassin du Congo joueront pour concevoir et garantir l'application réelle de stratégies et programmes forts dans le cadre de la REDD+. Nous sommes disposés à les impliquer activement et de manière constructive dans notre action de développement et de mise en œuvre de stratégies nationales REDD+ crédibles et inclusives.

16. Cette déclaration reflète une compréhension commune sincère des pays qui l'approuvent et, alors qu'elle ne donne pas naissance à des droits ou des obligations contraignantes, nous soulignons notre détermination à prendre des mesures conformes à cette Déclaration d'intention conjointe et à évaluer régulièrement nos efforts lors des rencontres établies telles que celles du PFBC et de la Conférence des Parties à la CCNUCC, afin de maintenir le niveau d'élan politique nécessaire pour assurer le succès de nos efforts communs.
17. Nous avons l'intention d'assurer le suivi de cette déclaration conjointe dès début 2012 pour concrétiser nos intentions en actions qui feront progresser REDD+ dans le Bassin du Congo à travers de la coopération bilatérale et/ou multilatérale.
18. La présente déclaration reste ouverte à l'approbation des autres pays. Nous lançons à cet effet un appel à d'autres partenaires afin qu'ils se joignent à nous pour stimuler les progrès en matière de REDD+ dans le Bassin du Congo.

Approbation des pays à Durban, en Afrique du Sud, pendant la 17ème Conférence des Parties à la CCNUCC, le 7 décembre 2011

Pays de la COMIFAC



Burundi



Cameroun



République
Centrafricaine



Tchad



République démocratique
du Congo



République du
Congo



Rwanda

Pays Partenaires



Australie



Canada



France



Allemagne



Norvège



Royaume-Uni



Etats-Unis



Commission
européenne